

Arrêté électoral

Scrutin du 12 au 15 juin 2023 – Élections des représentants des personnels au CNESER – Renouvellement total

La présidente,

Vu le Code de l'éducation, notamment les articles L232-1 et suivants, D232-1 et suivants et D719-1 et suivants ;

Vu le décret n°2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n°2020-1205 du 30 septembre 2020 relatif à l'élection ou la désignation des membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche et des conseils des établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu la délibération n°2019-053 du 25 avril 2019 de la commission nationale de l'informatique et des libertés portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via internet ;

Vu l'arrêté du 18 février 2015 relatif à la commission nationale pour les élections des représentants des personnels et des étudiants du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu l'arrêté du 24 février 2023 fixant les modalités d'élection au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche des représentants des personnels des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et des représentants des personnels des établissements publics de recherche ;

Vu la circulaire du 6 mars 2023 relative à l'élection des représentants des personnels des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) et des représentants des personnels des établissements publics de recherche (EPR) au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) ;

Vu les statuts modifiés de l'université Bretagne Sud ;

Vu la délibération-cadre n°03-2012 du conseil d'administration sur les inscriptions volontaires sur les listes électorales modifiée par délibération n°108-2015 du conseil d'administration du 6 novembre 2015 ;

Vu l'avis du comité social d'administration de l'université Bretagne Sud en date du 2 mai 2023 ;

Arrête

Le présent règlement fixant les modalités locales de déroulement des opérations électorales des prochaines élections générales des représentants des personnels des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER).



Sommaire

Titre I. Date et lieu des opérations électorales	3
Titre II. Conditions d'exercice du droit de suffrage	3
Chapitre 1. Composition des collèges électoraux.....	3
Chapitre 2. Qualité d'électeur.....	4
Section I. Dispositions générales.....	4
Section II. Catégories d'électeurs inscrits d'office par l'administration sur les listes électorales	5
Section III. Catégories d'électeurs relevant du régime de l'inscription volontaire sur les listes électorales.....	6
Chapitre 3. Listes électorales	6
Titre III. Candidatures	7
Chapitre 1. Modalités de dépôt des candidatures	7
Chapitre 2. Campagne électorale.....	7
Chapitre 3. Durée des mandats	8
Titre IV. Modalités de vote	8
Chapitre 1. Bureaux de vote	8
Chapitre 2. Procédure d'expression du droit de vote.....	9
Section I. Formalités avant le premier jour des scrutins.....	9
Section II. Formalités les jours des scrutins.....	10
Chapitre 3. Mise à disposition de postes informatiques.....	10
Chapitre 4. Clôture du scrutin et dépouillement.....	11
Chapitre 5. Assistance de proximité et assistance technique	12
Chapitre 6. Garanties techniques.....	12
Titre V. Mode de scrutin	13
Chapitre 1. Définition du mode de scrutin	13
Chapitre 2. Interdiction généralisée du panachage et du vote préférentiel	13
Titre VI. Traitement de données personnelles	13
Titre VII. Dispositions finales	14
Chapitre 1. Voies de recours contre les élections	14
Chapitre 2. Publication et exécution.....	14



TITRE I. DATE ET LIEU DES OPERATIONS ELECTORALES

Article 1. La présidente de l'université Bretagne Sud (UBS) convoque l'ensemble des électeurs à procéder à l'élection de leurs représentants :

Du lundi 12 juin, à 8h, au jeudi 15 juin 2023, à 17h

Exclusivement sur internet, par voie électronique sur la plateforme dédiée à l'adresse suivante :

<https://univ-ubs.legavote.fr>

Article 2. Le système de vote électronique permet aux électeurs de voter pour les élections organisées par l'UBS sur internet, au moyen d'un ordinateur, d'un smartphone ou d'une tablette.

Le vote a lieu sur un site internet développé par le prestataire externe LEGAVOTE, titulaire du marché n°2022-23.

Article 3. La mise en œuvre du vote électronique est confiée au service des affaires statutaires et juridiques (SASJ) chargé d'assurer et/ou de coordonner la conception, la gestion, la maintenance, le contrôle effectif du système de vote électronique par internet ainsi que les modalités de l'expertise indépendante destinée à vérifier le respect des garanties prévues.

Dans le cadre de cette mission, le SASJ travaille en collaboration en interne avec, selon leurs champs de compétences respectifs, la direction des systèmes d'information et la déléguée à la protection des données.

TITRE II. CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE SUFFRAGE

Chapitre 1. Composition des collèges électoraux

Article 4. Les collèges représentés à l'UBS sont ceux des représentants des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel au CNESER au sens du III. de l'article D232-3 du Code de l'éducation.

Article 5. Pour l'élection des représentants des personnels au CNESER, le **collège A des professeurs et personnels de niveau équivalent** comprend :

- Les professeurs des universités et les personnels assimilés ;
- Les personnes recrutées en qualité de professeurs des universités associés ou invités ;
- Les agents contractuels recrutés en application de l'article L954-3 du Code de l'éducation pour exercer des fonctions d'enseignement, de recherche, ou d'enseignement et de recherche équivalent à des fonctions du niveau de professeurs des universités ;
- Les chercheurs qui exercent des fonctions équivalentes à celles des directeurs de recherche.

Les chercheurs des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) ne sont pas électeurs au sein de ce collège, ils votent au sein de leur établissement d'origine.



Article 6. Pour l'élection des représentants des personnels au CNESER, le **collège B des autres enseignants-chercheurs, des enseignants et chercheurs** comprend :

- Les maîtres de conférences et personnels assimilés ;
- Les personnels recrutés en qualité de maîtres de conférences associés ou invités ;
- Les enseignants du second degré affectés à l'établissement ;
- Les agents contractuels recrutés en application de l'article L954-3 du Code de l'éducation pour exercer des fonctions d'enseignement, de recherche ou d'enseignement et de recherche équivalent à des fonctions du niveau de maîtres de conférences ;
- Les enseignants contractuels sur postes vacants de PRAG ou PRCE ;
- Les chargés d'enseignement vacataires effectuant un nombre d'heures d'enseignement annuel au moins égal à 64 heures équivalent TD ;
- Les agents temporaires vacataires effectuant un nombre d'heures d'enseignement annuel au moins égal à 64 heures équivalent TD ;
- Les attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) ;
- Les doctorants contractuels sous réserve d'effectuer un service d'enseignement annuel au moins égal à 64 heures équivalent TD ;
- Les lecteurs et maîtres de langue étrangère sous réserve d'effectuer un service d'enseignement annuel au moins égal à 64 heures équivalent TD ;
- Les chercheurs qui exercent des fonctions du niveau de chargé de recherche.

Les chercheurs des EPST ainsi que les personnels scientifiques des bibliothèques ne sont pas électeurs au sein de ce collège. Pour les premiers, ils votent au sein de leur établissement d'origine, pour les seconds, ils votent au sein d'un collège distinct.

Article 7. Pour l'élection des représentants des personnels au CNESER, le **collège des personnels scientifiques des bibliothèques** comprend :

- Les conservateurs généraux des bibliothèques ;
- Les conservateurs des bibliothèques.

Article 8. Pour l'élection des représentants des personnels au CNESER, le **collège des personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service** comprend :

- Les personnels IATSS (Ingénieurs, Administratifs, Techniques, Sociaux et de Santé) ;
- Les agents non titulaires administratifs ou techniques ;
- Les personnels des bibliothèques autres que les personnels scientifiques des bibliothèques.

Les personnels ingénieurs et techniciens et autres personnels des EPST ne sont pas électeurs au sein de ce collège, ils votent au sein de leur établissement d'origine.

Chapitre 2. Qualité d'électeur

Section I. Dispositions générales

Article 9. Le droit de suffrage est subordonné à l'inscription sur une liste électorale, dans un des collèges décrits ci-dessus.

Article 10. Sont électeurs les agents exerçant leurs fonctions, dans le périmètre de l'UBS.

Nul ne peut disposer de plus d'un suffrage. Nul ne peut être inscrit sur plus d'une liste électorale d'établissement, ni appartenir à deux collèges.



La qualité d'électeur s'apprécie à l'expiration du délai de rectification des listes électorales, soit au 29 mars 2023.

Article 11. Conformément aux dispositions de l'article D719-7 et suivants Code de l'éducation susvisé, deux types d'inscriptions doivent être identifiés pour les élections :

- Les inscriptions d'office auxquelles procèdent les services compétents de l'université ;
- Les inscriptions volontaires, à la demande des catégories de personnels concernées.

Section II. Catégories d'électeurs inscrits d'office par l'administration sur les listes électorales

Article 12. Sont inscrits d'office par l'administration sur les listes électorales, au sein des collèges correspondants, les catégories d'électeurs suivantes :

Personnels enseignants-chercheurs et enseignants

- Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants titulaires qui sont affectés en position d'activité dans l'établissement ou qui y sont détachés ou mis à disposition, sous réserve de ne pas être en congé de longue durée. Cette catégorie inclut les enseignants-chercheurs et enseignants qui bénéficient d'une décharge d'activité de service ou d'un congé pour recherches ou conversions thématiques ainsi que ceux placés en délégation ;
- Les agents contractuels recrutés par l'université pour exercer des fonctions d'enseignement ou d'enseignement et de recherche, bénéficiant d'un CDI, sous réserve qu'ils effectuent dans l'établissement un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence, soit 64h équivalent TD, appréciées sur l'année universitaire de référence, telle que définie par l'article 3 de la délibération-cadre susvisée ;
- Les enseignants contractuels recrutés sur des emplois vacants de professeurs du second degré en CDI sous réserve qu'ils effectuent dans l'établissement un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations de référence, soit 128h équivalent TD, apprécié sur l'année universitaire, telle que définie par l'article 3 de la délibération-cadre susvisée.

Chercheurs

- Les personnels de recherche contractuels recrutés par l'université en CDI exerçant des activités d'enseignement ou de recherche à l'université, dès lors que leurs activités d'enseignement sont au moins égales au tiers des obligations d'enseignement de référence (soit 64h équivalent TD) ou qu'ils effectuent, en tant que docteurs, une activité de recherche à temps plein, conformément aux dispositions de l'article L952-24 du Code de l'éducation.

Personnels BIATSS

- Les personnels BIATSS titulaires affectés en position d'activité dans l'établissement ou qui y sont détachés ou mis à disposition, à condition qu'ils ne soient pas en congé de longue durée ;
- Les personnels BIATSS contractuels en CDI ou en CDD sous réserve d'être affectés dans l'établissement et de ne pas être en congé non rémunéré pour raisons familiales ou personnelles. Ils doivent être en fonctions à la date du scrutin pour une durée minimum de 10 mois et assurer un service au moins égal à un mi-temps. Les dispositions de l'article D719-15 du Code de l'éducation n'impliquent pas que l'agent soit en fonctions depuis au moins 10 mois dans l'établissement pour pouvoir être électeur.



Section III. Catégories d'électeurs relevant du régime de l'inscription volontaire sur les listes électorales

Article 13. Les inscriptions volontaires, sur demande des intéressés présentée dans les conditions précisées par le présent règlement, concernent notamment les catégories suivantes :

Personnels enseignants-chercheurs et enseignants

- Les personnels enseignants non titulaires, contractuels à durée déterminée ou vacataires (ATER, associés, invités, chargés d'enseignement vacataires, agents temporaires vacataires, doctorants contractuels...) assurant un service d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence, soit au moins 64h équivalent TD d'enseignement dans l'établissement ;
- Les personnels enseignants-chercheurs stagiaires.

Chercheurs recrutés par l'université

- Les personnels de recherche contractuels recrutés en CDD exerçant des activités d'enseignement ou de recherche à l'université, dès lors que leurs activités d'enseignement sont au moins égales au tiers des obligations d'enseignement de référence (soit 64h équivalent TD) ou qu'ils effectuent, en tant que docteurs, une activité de recherche à temps plein.

Les post-doctorants recrutés par l'université comme personnels de recherche relèvent de ces dispositions.

Chapitre 3. Listes électorales

Article 14. Les listes électorales sont établies par les services de l'université, dans le respect du double régime d'inscription sur les listes électorales (inscriptions d'office et inscriptions volontaires sur demande des intéressés).

Les listes électorales sont affichées à la présidence de l'université à Vannes au plus tard le **mercredi 22 mars 2023**. Elles sont mises en ligne sur intranet sur les pages du SASJ à la même date.

Article 15. Les personnels et les usagers dont l'inscription sur les listes électorales est subordonnée à une demande d'inscription de leur part doivent avoir fait cette demande au plus tard le **mercredi 29 mars 2023, 23h59**.

Article 16. Toute personne remplissant les conditions pour être électeur, y compris, le cas échéant, celle d'en avoir fait la demande, et dont le nom ne figure pas sur la liste électorale du collège dont elle relève, peut demander à faire procéder à la rectification des listes électorales au plus tard le **mercredi 29 mars 2023, à 23h59**.

Article 17. Toute demande d'inscription ou de rectification des listes électorale est faite par courriel au SASJ à l'adresse suivante : sasj@listes.univ-ubs.fr.

Article 18. Les listes électorales définitives sont affichées à la présidence de l'université à Vannes le **jeudi 30 mars 2023**. Elles sont mises en ligne sur intranet sur les pages du SASJ à la même date.



TITRE III. CANDIDATURES

Chapitre 1. Modalités de dépôt des candidatures

Article 19. Le mode de scrutin pour le CNESER est le scrutin de liste.

Article 20. Les candidatures sont déposées auprès du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche selon les modalités prévues par l'arrêté du 24 février 2023 susvisé.

Article 21. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **mardi 11 avril 2023, à 17h.**

Article 22. Les candidatures enregistrées et déclarées recevables ainsi que les professions de foi sont affichées sur le site intranet du SASJ au plus tard le **lundi 24 avril 2023.**

Chapitre 2. Campagne électorale

Article 23. La campagne électorale est ouverte à compter de la publication des candidatures enregistrées et déclarées recevables.

L'université assure une stricte égalité entre les listes de candidats concernant les moyens de communication accordés.

Article 24. La communication est autorisée dans les bâtiments de l'université y compris pendant la durée du scrutin.

La propagande n'est pas autorisée dans les salles où sont installés les postes informatiques dédiés mis à disposition des électeurs.

Article 25. Les candidats ont la possibilité de tenir des réunions lors de leur campagne électorale. Pour les salles, ils prennent contact avec les services en charge de la réservation. Le nombre de réservations de salles par liste candidate doit s'inscrire dans des limites raisonnables. Les salles sont mises à disposition sous réserve des impératifs pédagogiques, des règles de sécurité et des horaires d'ouverture et de fermeture des bâtiments.

Toutes difficultés liées à l'accès aux salles de réunions lors de la campagne électorale doivent être signalées au directeur général des services.

Tout représentant mandaté à cet effet par une organisation syndicale candidate a libre accès aux réunions ou opérations de campagne tenues par cette organisation à l'intérieur des bâtiments ou sur le campus de l'université même s'il n'appartient pas à l'université.

Dans tous les cas, la présidente de l'université doit être informée préalablement de la venue de ce représentant. Pour une présence à l'université les jours de scrutins, la présidente doit être informée au plus tard le mercredi 7 juin 2023, à 16h00. Cette information se fait par la voie d'un courrier électronique adressé au SASJ (sasj@listes.univ-ubs.fr) mentionnant les nom, prénom, qualité, établissement d'appartenance, adresse et dates de présence des personnes concernées.

Article 26. Tout responsable de liste déposée et déclarée recevable peut demander à bénéficier auprès du service des affaires statutaires et juridiques de l'accès à une liste de diffusion lui permettant de s'adresser à son électorat.



Cette demande est adressée par courriel (sasj@listes.univ-ubs.fr) au plus tard mercredi 7 juin 2023, avant 16h00.

Cet accès est mis à disposition par l'administration au tard le jour ouvré suivant la demande avant 17h00. Les listes de diffusion sont fermées la veille de l'ouverture du scrutin à 16h00.

Chapitre 3. Durée des mandats

Article 27. Le mandat des représentants des personnels élus en vertu du présent arrêté est de 4 ans.

TITRE IV. MODALITES DE VOTE

Chapitre 1. Bureaux de vote

Article 28. Dans le cadre du vote par voie électronique, les électeurs sont appelés à voter sur la plateforme à l'adresse suivante <https://univ-ubs.legavote.fr>.

Article 29. Un bureau de vote centralisateur est constitué pour surveiller les opérations de vote.

Il est composé d'un président et d'un secrétaire désignés par la présidente d'université :

- Présidente du bureau de vote centralisateur : Nathalie LESCOAT, Directrice des affaires statutaires et juridiques ;
- Secrétaire du bureau de vote centralisateur : Laure DARLEON, chargée des affaires statutaires et juridiques.

Le bureau de vote centralisateur comprend en outre au maximum cinq membres issus des collèges de représentants des personnels ci-dessus définis, désignés par la présidente sur proposition des listes de candidats.

En l'absence de volontaires parmi les candidats ou les représentants locaux des listes déposées, il appartient à la présidente de désigner les autres membres parmi les électeurs appartenant à des collèges différents.

Article 30. Des sections de vote électronique rattachées au bureau de vote centralisateur sont constituées pour chaque scrutin. Elles sont composées d'un président et d'un secrétaire désignés par la présidente d'université :

- Présidente des bureaux de vote électronique : Nathalie LESCOAT, Directrice des affaires statutaires et juridiques ;
- Secrétaire des bureaux de vote électronique : Laure DARLEON, chargée des affaires statutaires et juridiques.

Chaque section de vote électronique comprend en outre au maximum cinq membres issus du collège de représentants des personnels concerné, désignés par la présidente sur proposition des listes de candidats.

En l'absence de volontaires parmi les candidats ou les représentants locaux des listes déposées, il appartient à la présidente de désigner les autres membres parmi les électeurs.

Article 31. Avant le début du scrutin, le bureau de vote centralisateur procède à l'établissement et à la répartition des clefs de chiffrement, vérifie que les composantes du système de vote électronique



ayant fait l'objet d'une expertise n'ont pas été modifiés et s'assure que les tests prévus ont été effectués.

Il vérifie également que les urnes sont vides, scellées et chiffrées et procède au scellement du système de vote, de la liste des candidats, de la liste des électeurs et des heures d'ouverture et de fermeture des urnes.

Chapitre 2. Procédure d'expression du droit de vote

Article 32. Les élections sont organisées sous la forme exclusive d'un vote électronique respectant les principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales.

La conception, la gestion et la maintenance du système de vote électronique sont confiées au prestataire LEGAVOTE (878 188 176 R.C.S. Lyon).

Section I. Formalités avant le premier jour des scrutins

Article 33. Une cérémonie de scellement est organisée par visioconférence le **jeudi 8 juin 2023, à 10h**.

Lien pour accéder à la visioconférence :

<https://legavote.zoom.us/j/88980838480?pwd=K0tPZzF1R3hnOTQvU3NSL29pT0hNZz09>

La cérémonie de scellement marque le scellement des urnes. **À partir de ce scellement, aucune modification des listes électorales, de la configuration des votes ou des candidatures ne peut aboutir.**

Article 34. Lors de la cérémonie de scellement, les membres du bureau de vote centralisateur présents reçoivent par texto un code de 16 caractères qui constitue une clé personnelle dont eux seuls ont connaissance.

Au moins 3 clés sont éditées par les membres du bureau de vote (a minima, une pour la présidente du bureau de vote et deux tiers de la totalité des clés aux membres issus des collèges de représentants des personnels). Le dépouillement est effectué par la combinaison d'au moins deux clés de chiffrement (dont celle de la présidente et celle d'au moins un membre issu d'un collège de représentants des personnels).

Article 35. L'enregistrement de la cérémonie de scellement est nécessaire au respect des obligations légales attenantes à l'organisation d'élections par voie électronique et notamment pour les besoins de l'expertise de la solution de vote.

L'enregistrement n'est accessible que par l'UBS et l'expert. Il sera supprimé après épuisement des délais de recours en cas de contentieux lié à l'organisation du vote électronique.

Article 36. Chaque électeur reçoit, 15 jours avant le premier jour du scrutin, sur son adresse institutionnelle (@univ-ubs.fr), des moyens d'authentification lui permettant de prendre part au scrutin.

Cet email contient également une notice détaillée sur le déroulé des scrutins et l'utilisation du système de vote.



Section II. Formalités les jours des scrutins

Article 37. Pour prendre part au vote, l'électeur se rend sur la plateforme de vote accessible à l'adresse <https://univ-ubs.legavote.fr> puis s'identifie selon la procédure suivante :

- saisie d'un identifiant généré aléatoirement par le système de vote transmis sur l'adresse institutionnelle de l'électeur ;
- saisie du numéro de matricule ;
- saisie des 6 chiffres que composent un code à usage unique reçu par SMS ou serveur vocal.

En cas d'impossibilité d'utiliser un téléphone, les électeurs peuvent envoyer une adresse email alternative au SASJ (sasj@listes.univ-ubs.fr) qui, après confirmation de son identité, permettra la réception du code secret par email.

Ces moyens d'authentification permettent au serveur de vérifier l'identité de l'électeur et de l'empêcher de voter plusieurs fois pour le même scrutin.

A cet égard, il est fortement conseillé aux électeurs de changer leur mot de passe de leur compte informatique UBS avant les élections s'ils ne le font pas régulièrement.

Article 38. Après connexion, l'électeur accède aux listes de candidats. Il est invité à exprimer son vote. Le bulletin de vote apparaît clairement à l'écran et est modifiable avant validation.

La validation rend définitif le vote et interdit toute modification ou suppression du suffrage exprimé.

Le suffrage ainsi exprimé est anonyme et chiffré par le système. La transmission du vote et l'émargement font l'objet d'un accusé de réception.

Article 39. Le vote par procuration n'est pas autorisé par la réglementation en vigueur dans le cadre du vote par voie électronique.

Le vote blanc est possible.

Chapitre 3. Mise à disposition de postes informatiques

Article 40. Pour les personnes ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail, des postes informatiques sont mis à la disposition des électeurs afin de leur permettre de prendre part au scrutin tout en garantissant la confidentialité du vote.

Un poste est accessible en libre-service au sein de chaque campus universitaire entre 9h et 12h et entre 14h et 16h aux emplacements suivants :

- Lorient - Bibliothèque Universitaire - RDC - Entrée à droite
- Pontivy - Bâtiment B - salle 109
- Vannes - Bibliothèque Universitaire - RDC - à côté de la salle de formation.

Article 41. Tout électeur qui se trouverait dans l'incapacité de recourir au vote électronique à distance ou qui aurait des difficultés à utiliser le service, peut se faire assister par un électeur de son choix sur les postes dédiés.



Chapitre 4. Clôture du scrutin et dépouillement

Article 42. Dès la clôture du scrutin, le contenu des urnes, les listes d'émargement et les états courants générés par les serveurs sont figés, horodatés et scellés automatiquement sur l'ensemble des serveurs dans des conditions garantissant la conservation des données.

Un temps limité est aménagé pour permettre aux électeurs connectés avant 17h de voter après 17h.

Article 43. Le bureau de vote centralisateur contrôle, avant le dépouillement, le scellement du système.

Le dépouillement du scrutin est public et se fait via visioconférence le **jeudi 15 juin 2023, à 17h30**.

Lien pour accéder à la visioconférence :

https://teams.microsoft.com/l/meetup-join/19%3ameeting_OTk4NGI5NTAtZWMy00MjZmLTliNWetOTU3YTM1NTA0NzIl%40thread.v2/0?context=%7b%22Tid%22%3a%222fbd12a9-cbb9-49a2-9612-7af4096a6529%22%2c%22Oid%22%3a%22896cfd44-7435-44d6-884e-e03c3e21a0db%22%7d

Le décompte des voix obtenues par chaque candidat apparaît lisiblement à l'écran et fait l'objet d'une édition sécurisée afin d'être porté au procès-verbal.

Le bureau de vote centralisateur contrôle que la somme des suffrages exprimés et des votes blancs émis par voie électronique correspond au nombre de votants de la liste d'émargement électronique.

Article 44. Le bureau de vote centralisateur constate le nombre total de votants et détermine le nombre total de suffrages valablement exprimés ainsi que le nombre de voix obtenues par chaque candidature en présence.

Article 45. Le nombre de voix attribuées à chaque liste est égal au nombre de bulletins recueillis par chacune d'elles.

Le nombre de suffrages exprimés est égal au total des voix recueillies par l'ensemble des candidatures au sein d'un collège électoral donné.

Article 46. L'enregistrement de la séance de dépouillement est nécessaire au respect des obligations légales attenantes à l'organisation d'élections par voie électronique et notamment pour les besoins de l'expertise de la solution de vote.

L'enregistrement n'est accessible que par l'UBS et l'expert. Il sera supprimé après épuisement des délais de recours en cas de contentieux lié à l'organisation du vote électronique.

Article 47. Le système de vote électronique est scellé après la décision de clôture du dépouillement prise par la présidente du bureau de vote.

Le scellement interdit toute reprise ou modification des résultats. Toutefois, la procédure de décompte des votes enregistrés doit pouvoir être déroulée de nouveau si nécessaire.

Article 48. Le bureau de vote centralisateur dresse le procès-verbal des opérations électorales de l'université pour chaque collège qui fait apparaître, outre un compte rendu de ces opérations, le nombre des électeurs inscrits sur chaque liste électorale le nombre des votants, le nombre de



bulletins blancs ou nuls, le nombre de suffrages valablement exprimés, et le nombre de voix obtenues par chaque liste ou chaque candidat pour le représentant du collège de la catégorie des personnels scientifiques des bibliothèques.

Article 49. Les résultats sont transmis à la commission nationale pour les élections des représentants des personnels au CNESER en vue de regrouper les résultats, attribuer les sièges obtenus par chaque candidat et proclamer les résultats.

Chapitre 5. Assistance de proximité et assistance technique

Article 50. Une cellule d'assistance de proximité et technique est mise en place afin de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique.

Cette cellule comprend un agent du SASJ et un agent de la direction des systèmes d'information ainsi qu'au moins un préposé du prestataire extérieur, soit :

- Les agents de l'administration :
 - Laure DARLEON, chargée des affaires statutaires et juridiques, laure.darleon@univ-ubs.fr, 02 97 48 50 30 ;
 - Matthieu DELABARRE, Responsable Applications Métiers du Système d'Information, matthieu.delabarre@univ-ubs.fr, 02 97 01 70 27
- Les collaborateurs du prestataire :
 - Adrien BABORIER, Directeur Technique ;
 - Solène BONNIN, Cheffe de projet.

Article 51. La cellule d'assistance téléphonique du prestataire LEGAVOTE est également mise à disposition des électeurs dès l'envoi des identifiants de connexion et jusqu'à la clôture des urnes.

Cette cellule est joignable 7j/7 et 24h/24 au 04 28 29 19 09 (tapez 1).

Chapitre 6. Garanties techniques

Article 52. Le système de vote électronique par internet comporte les mesures physiques et logiques permettant d'assurer la confidentialité des données transmises, notamment la confidentialité des fichiers constitués pour établir les listes électorales, ainsi que la sécurité de l'adressage des moyens d'authentification, de l'émargement, de l'enregistrement et du dépouillement des votes.

Les données relatives aux électeurs inscrits sur les listes électorales ainsi que les données relatives aux votes font l'objet de traitements informatiques distincts, dédiés et isolés.

Article 53. Chaque système de vote électronique par internet comporte un dispositif de secours offrant les mêmes garanties et les mêmes caractéristiques que le système principal et capable d'en prendre automatiquement le relai en cas de panne n'entraînant pas d'altération des données.

En cas d'altération des données résultant, notamment, d'une panne, d'une infection virale ou d'une attaque du système par un tiers, le bureau de vote centralisateur a compétence, après autorisation des représentants de l'établissement chargés du contrôle du système de vote, pour prendre toute mesure d'information et de sauvegarde et pour décider la suspension, l'arrêt ou la reprise des opérations de vote électronique.



TITRE V. MODE DE SCRUTIN

Chapitre 1. Définition du mode de scrutin

Article 54. Le vote a lieu au scrutin secret.

Article 55. Le mode de scrutin pour le CNESER est le scrutin de liste à un tour à la proportionnelle avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste.

Quand un seul siège est à pourvoir, l'élection a lieu au scrutin uninominal majoritaire à un tour.

Chapitre 2. Interdiction généralisée du panachage et du vote préférentiel

Article 56. Le vote préférentiel et le panachage sont interdits par la réglementation, pour les élections des représentants des personnels au CNESER.

Chaque électeur ne peut ainsi voter que pour une liste, sans radiation ni adjonction de noms et sans modification de l'ordre de présentation des candidats.

TITRE VI. TRAITEMENT DE DONNEES PERSONNELLES

Article 57. L'UBS s'engage à ce que la collecte et le traitement des données, y compris l'enregistrement de la cérémonie de scellement et de la séance de dépouillement, soient conformes au règlement général sur la protection des données (RGPD) et à la loi Informatique et Libertés.

L'UBS s'engage en particulier à n'utiliser les données recueillies que dans le cadre du vote par voie électronique.

La présidente de l'UBS est la responsable de traitement. La base légale du traitement repose sur le respect d'une obligation légale.

Toutes les données sont gardées en Europe. L'UBS s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires afin de préserver la sécurité de ces informations et notamment qu'elles ne soient pas communiquées à des personnes non autorisées.

Article 58. Les données personnelles collectées lors des opérations électorales font l'objet d'un traitement automatique. Cela concerne les données suivantes :

- Nom, prénom ;
- Date de naissance ;
- Genre, titre ;
- Collège, corps, catégorie ;
- Numéro de matricule ;
- Numéro de téléphone.

Article 59. La personne dont les données personnelles sont collectées bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de mise à jour et d'effacement des informations la concernant.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement des données dans ce dispositif, la Déléguée à la protection des données (DPO) peut être contactée par courriel à l'adresse suivante : dpo@listes.univ-ubs.fr ou par courrier : Service des Affaires Statutaires et Juridiques, Campus de Tohannic – rue André Lwoff – CS 60573, 56017 VANNES CEDEX.



Toute personne qui estime, après avoir contacté la DPO, que ses droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, peut adresser une réclamation à la CNIL.

Article 60. L'établissement conserve sous scellés, pendant un délai de deux ans, les fichiers supports comprenant la copie des programmes sources et des programmes exécutables, les matériels de vote, les fichiers d'émargement, de résultats et de sauvegarde. La procédure de décompte des votes doit, si nécessaire, pouvoir être exécutée de nouveau.

Au terme de ce délai de deux ans, sauf lorsqu'une action contentieuse a été engagée, l'établissement procède à la destruction des fichiers supports. Seuls sont conservés les listes de candidats avec déclarations de candidatures et professions de foi, les procès-verbaux de l'élection ainsi que les actes de nomination des membres des bureaux de vote.

TITRE VII. DISPOSITIONS FINALES

Chapitre 1. Voies de recours contre les élections

Article 61. En vertu de l'article D232-13 du Code de l'éducation, la régularité des élections peut être contestée par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, par le ministre chargé de la recherche ainsi que par tout électeur devant le tribunal administratif de Paris, dans le délai des huit jours francs qui suivent la publication des résultats.

Chapitre 2. Publication et exécution

Article 62. Le présent arrêté fait l'objet d'une publicité dans les conditions définies par la délibération n°75-2015 du conseil d'administration du 10 juillet 2015.

Article 63. Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Virginie DUPONT

